



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Est-il-permis-de-critiquer-le-journalisme-dans>

Est-il permis de critiquer le journalisme dans une école de journalisme ?

- Les journalismes - Métiers et fonctions - Formations au journalisme - Les écoles reconnues et quelques autres -



Date de mise en ligne : mercredi 14 décembre 2016

Description :

Leçon de tragi-comédie dans la filiale « alternance professionnelle » de la « meilleure école de journalisme de France ».

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Fin novembre, Julien Brygo et Nina Faure étaient invités par une école de journalisme de Montpellier à présenter leur *Quatre Petits Films contre le grand capital* et à débattre de leur pratique des métiers de journaliste et de réalisatrice de documentaires. L'expérience aurait pu être assommante, elle a donné lieu à une très instructive leçon de tragi-comédie dans la filiale « alternance professionnelle » de la « meilleure école de journalisme de France », l'ESJ Lille. Témoignage [1].

Dès notre arrivée, il y a comme quelque chose qui cloche. La télévision France info qui braille dans l'entrée, des journaux « gratuits » à disposition des élèves, une bibliothèque en verre où sont enfermés pêle-mêle des livres poussiéreux qui rôtissent au soleil. On est à l'ESJ Pro, filiale « alternance professionnelle » de l'une des quatorze écoles de journalisme (sur une centaine de formations en France) reconnues par l'État, l'ESJ Lille. La crème de la crème, donc. Il est 10h05 ce 25 novembre 2016. On nous invite à s'installer dans une salle de classe. Benoît Califano, le directeur de l'école, nous explique que les deux étudiants assis à notre droite, Fabien et Louis, ont planché sur la rencontre et animeront le débat. La veille, toute la classe ou presque a assisté à la projection-débat de nos courts-métrages *Quatre Petits Films contre le grand capital* au cinéma Le Diagonal.



Les quatre films sont assez différents sur la forme : deux enquêtes en immersion dans le monde des emplois précaires réalisés par Nina ([Rien à foutre](#) et [Dans la boîte](#)), deux films photographiques de Julien ([Profession, domestique](#) et [Glasgow contre Glasgow](#)) tirés d'enquêtes publiées dans *Le Monde diplomatique*. Ils racontent cependant une même histoire : le triomphe du libéralisme et ses variantes. Les reporters y montrent les effets d'un capitalisme qui s'en est pris à ses berceaux (Glasgow, emblème de la révolution industrielle), la traite des travailleurs domestiques, la casse organisée du code du travail ou le précarat ordinaire fait de petits grignotages toujours volés aux salariés. « *Des forts à qui le monde appartient, des faibles qui serrent les dents* », résume Serge Halimi dans le

livret du DVD [2]. Pas de scoop, donc, mais un travail journalistique sérieux, vérifié, documenté, sur des phénomènes sociaux aussi invisibles que spectaculaires.

La tête du chef des dealers de Glasgow

Il est 10h10. C'est Fabien, étudiant en radio, qui introduit la séance. *« On est contents de vous recevoir aujourd'hui. On a tous beaucoup aimé les films mais on s'est dit qu'il nous manquait quelque chose... Pour certains on s'est dit qu'on aurait aimé avoir plus les causes, peut-être, des problèmes qui étaient montrés. On a tous apprécié de découvrir des situations qui étaient dérangeantes, mais par exemple, dans Glasgow contre Glasgow, on se demandait pourquoi il n'y avait pas un angle plus sur le trafic de drogue, sur les causes de cette pauvreté à Glasgow plutôt que sur la situation finale à savoir qu'il y a des pauvres et des riches. »*

Le nez dans notre gobelet de café, on est un peu étonnés de cette question. La drogue glaswégienne, tout comme les overdoses de *Fish n'chips*, ne sont pas la raison de l'écart phénoménal de 28 ans d'espérance de vie entre riches et pauvres de la ville - c'est d'ailleurs tout le propos du film. Dans *Glasgow contre Glasgow*, on montre comment les inégalités sociales et le cadre structurel capitaliste sont autrement plus responsables de la mort prématurée dans les quartiers populaires que les comportements individuels, comme la consommation de drogue. On aurait peut-être dû immédiatement s'inquiéter de la première question, celle qui a fait l'objet d'un travail préparatoire sérieux de la part des étudiants pour cette rencontre et qui déplace d'emblée le curseur.

Mais avant de rentrer dans le vif du sujet et pour que les étudiants nous situent, on raconte nos parcours. Nina a fait de la science politique et est entrée dans le journalisme par le documentaire jusqu'à devenir réalisatrice. Julien renseigne le nom de ses anciens tauliers un à un [3] et raconte être passé par une école privée de journalisme, l'ESJ Paris, qu'il considère *« peu recommandable »* car consistant essentiellement à *« faire recopier aux élèves les reportages du Parisien, de BFM, de RTL, sans se poser de questions sur le sens de cette production journalistique, sur les cadres imposés, sur la récurrence des sujets et leur éventuelle vacuité »*. Pour poursuivre notre récit, témoignage de deux longues années dans cette pouponnière à copistes prêts-à-l'emploi, on prend l'exemple des reportages rituels sur le marché de Noël, ces papiers sur la consommation ou encore ceux sur les soldes... Des reportages qui devraient être *« bannis »* de l'éducation au journalisme (ou alors en contre-modèle). Que n'avions-nous pas dit là.

Un homme habillé d'une veste noire, au fond de la salle, se tient debout et lève le doigt comme s'il voulait toucher le plafond. C'est le prof d'économie, selon des dires ultérieurs. Mais il ne se présente pas. *« Je suis surpris d'une chose, c'est que l'un des premiers mots qui a été prononcé par monsieur est un mot d'exclusion, c'est-à-dire que vous avez dit que les reportages sur le marché de Noël sont à bannir ! Je voudrais savoir en quoi ce reportage doit être "banni". »* Le sujet est visiblement grave. Il s'agit du socle de la presse locale, des radios locales, des chambres de commerce locales, un véritable carrefour d'intérêts bien compris entre consommateurs, producteurs... et journalistes, donc. Julien se saisit de la question avec des gants cloutés : *« Le marché de Noël, c'est ce qu'on appelle un marronnier, un sujet qui revient tous les ans et qui permet de remplir des pages à bon compte... Il s'agit de raconter quoi ? La bonne vie du commerce ? D'un point de vue journalistique, cela n'a aucun intérêt. »* Le professeur : *« Et donc c'est pour cela qu'il faut les BANNIR ? »* Il souligne lourdement le mot en lançant un regard à la fois accusateur et interrogateur pour bien faire prendre conscience à toute la classe de la gravité de nos propos. Les pieds dans le plat.

Les étudiants sont en alternance, ils devront probablement, d'ici quelques semaines, rédiger des reportages sur les « Hivernales », le nom classieux que la municipalité de Montpellier a donné à son marché de Noël, en y ajoutant quelques concerts et des « nocturnes ». C'est peut-être tout le programme d'hiver des TD de l'ESJ Pro qui est en jeu ! Les visages des étudiants expriment davantage la méfiance que l'enthousiasme. Le professeur d'économie se tient

en position de combat. Nous sommes assis, comme les élèves, et on ne se doute pas de la mèche qu'on vient d'allumer.

« Moi j'aime bien aller me promener sur le marché de Noël »

Si monsieur le professeur s'était présenté, nous aurions appris que quand il ne défend pas la liberté qu'a la presse de tester la qualité du glaçage des marrons, il n'est autre que le directeur adjoint de la rédaction de RTL. Nous aurions ainsi pu demander à Jean-Daniel Colom, c'est son nom, de nous expliquer pourquoi cela ne le dérange pas que la radio dont il co-dirige la rédaction en chef « bannisse » certains sujets, c'est-à-dire, les « tiennes éloignées », voire les « rejette » (Larousse, 2016). On aurait pris un exemple au hasard : la visite en France d'un président de la République qui est parvenu à tourner le dos au FMI, à la banque mondiale et au remboursement de la dette, le président équatorien Rafael Correa. Il se trouve que Nina a participé à la réalisation de deux films sur le sujet. Dans le premier épisode d'*Opération Correa (Les ânes ont soif)* [4], la journaliste Aurore Van Opstal a même interviewé deux éminents confrères de RTL [5] au sujet du manque d'intérêt de la vénérable radio pour l'expérience anti-libérale équatorienne. Concours de mauvaise foi.

Suite à l'invective du professeur masqué, plusieurs étudiants se lancent dans la défense des reportages sur le marché de Noël, qui permettent d'être « *proches de la population* », de voir « *comment les gens vivent* », ce qui constitue « *une autre forme de journalisme à côté de l'investigation* ». On la trouverait « *pas assez noble, c'est ça ?* » , demande ainsi l'étudiante P. On essaie de dire qu'il faudrait commencer par questionner l'idée selon laquelle lorsqu'on est journaliste local, on est fatalement un supplétif de la chambre de commerce ou de la préfecture de police ; puis qu'il ne peut pas faire de mal de questionner des évidences, comme celle qui considère la consommation comme forcément positive. Louis, notre animateur, bondit : « *Réfléchir à quel est le meilleur mode de vie, est-ce vraiment notre travail à nous journalistes ? Il y a des intellectuels qui...* » Un étudiant qui décrivait après la séance de la veille son école comme « *la meilleure de France* » cabriolet : « *Après, tous les journaux ne sont pas pareils... Le web, ça sert à ça !* » Habités à cette question qui revient presque à chaque débat, on tente de montrer rapidement qu'Internet est certes le lieu d'un réel pluralisme, mais qu'au moins 16 millions de personnes regardent encore les JT des « grandes chaînes » chaque soir et que ce même Internet a déjà été pris d'assaut par les mêmes groupes de presse (il faudrait des heures pour dérouler cette bobine). C'est Nina qui s'en charge brièvement : « *Oui mais le web, alors je suis désolée mais je vais vous arrêter tout de suite, parce que sur Internet, la hiérarchie est la même dans la presse et les médias audiovisuels. Mais, pour revenir à la question autour des reportages sur la consommation, le problème du marché de Noël, c'est qu'on pourrait imaginer d'aller là-bas pour savoir quelles sont les conditions de travail des gens qui tiennent les cahuttes...* » Des reportages sur les conditions de travail sur les marchés de Noël ? C'en est trop pour l'étudiant T. : « *Mais c'est plus militant, ça ! Ce que vous faites, vous, c'est du militantisme, nous, on fait du journalisme !* » Nina répond sans ambages : « *Crevons l'abcès tout de suite. Tout point de vue est militant, tout point de vue est engagé.* » L'étudiant T : « *Mais, si j'ai pas... Moi j'ai pas forcément de point de vue engagé... Moi j'aime bien aller me promener sur le marché de Noël, j'aime bien savoir qui il y a, ce qu'elles vont vendre, tout ça... Ça peut être des gens qui sont super riches et qui vendent des choses que vous jugerez peut-être comme ultralibérales ou capitalistes, comme ça peut être des petits artisans qui fabriquent des choses tranquillement chez eux, et qui vont vendre ça à la population...* » On aurait bien pris un peu de vin chaud à l'orange, mais on reste sur la caféine, drogue la plus efficace pour rester vigilant en toute situation.

« Je vous arrête tout de suite »

Alors que la « *discussion* » prend forme, que des « *points de vue* » s'affirment, le chefaillon de RTL tente de s'interférer à nouveau. Comme il a déjà parlé (pour nous ranger dans la case des vilains militants agressifs et

excluants) et que plusieurs étudiants lèvent la main depuis plusieurs minutes, on tente de s'opposer. « Alors, monsieur, non, lui dit Julien, vous avez déjà parlé. On va plutôt privilégier les étudiants, franchement... » Nina lui rappelle les règles de base de la communication en collectif : « Il y a un tour de parole à avoir, il me semble qu'un étudiant lève la main depuis longtemps. » Il se cabre, gonfle son torse, agite ses bras, prend un air indigné, puis, courageusement, prend la parole malgré notre refus, nous accusant de ne pas vouloir répondre à sa question. Les étudiants baissent leurs doigts et laissent l'Albert Londres des caisses enregistreuses donner de la voix. « Je poursuis sur mon sujet... Je reviens sur l'exclusion, il y a les reportages à "bannir", et ensuite la première question que pose un étudiant en journalisme, votre réponse, c'est "je vous arrête tout de suite"... » On attend la suite, il n'y en a pas. Il s'arrête, visiblement content d'avoir démontré aux étudiants à quel point nous étions obtus et fermés à la discussion. Nous tentons de la reprendre malgré tout.

Un étudiant revient à la charge sur la question de la drogue à Glasgow. Pourquoi Julien n'en a pas plus parlé, pourquoi n'est-il pas allé interviewer le chef des dealers ? Julien répond que les philanthropes, ceux qui appellent à la fin des impôts et au transfert du partage des richesses vers le système de la charité, sont « autrement plus responsables » de cette situation. Deuxième ligne rouge franchie. Le cœur de l'étudiante R. saigne et elle décide de s'en ouvrir à toute l'assemblée : « On ne peut pas dénoncer une pratique en tombant dans la même pratique, c'est-à-dire que vous dénoncez le fait qu'il y a des gens qui ont des pratiques dont vous estimez qu'elles sont... extrêmes... Bon, moi c'est pareil, j'ai été salariée, je me suis opposé à certains de mes patrons... J'ai aussi un père qui a été patron, agent d'assurances pendant vingt ans, je tutoie les secrétaires, on va faire des balades ensemble... Les grands patrons ne sont pas tous les salauds, hein, je tiens quand même à le dire ! » Nina résume cette prise de position : « Tutoyer les secrétaires et faire des balades ensemble, je vois pas quel est le rapport avec les conditions matérielles de travail, enfin c'est pas ça la question, c'est pas "est-ce qu'on peut être patron et gentil ?" »... Julien enchaîne à la serpette : « Il faut être malhonnête avec les gens malhonnêtes. » Et l'étudiante R. de revenir à la charge : « Personnellement pour ce qui est de l'honnêteté et de mettre les gens en confiance, c'est pas l'école de journalisme qui nous dit ça, ce sont nos valeurs et nos éducations. Moi, le mensonge, excusez-moi, je peux pas. »

« Ça, en tant que journalistes, on nous apprend à ne pas le faire »

À l'étudiant C. de monter sur l'arène, la morale et les valeurs en guise de brassard de presse : « Vous dites que vous êtes journalistes, donc, on est d'accord, mais... moi y'a un truc qui m'a fait tiquer dans le reportage, c'était : vous faire passer pour une journaliste des Échos [pour interviewer Matthias Bauland, directeur adjoint d'Adrexo à l'époque], et ça, en tant que journalistes, on nous apprend à ne pas le faire, à être assez honnête ! » Nina répond qu'elle sait bien que « c'est interdit dans la Charte de déontologie des journalistes » et précise qu'utiliser des caméras cachées « est pourtant massivement pratiqué à la télé, avec les petits dealers justement... [et on aurait pu ajouter : sans que ça ne vous pose problème]. Second point : C'est légitime, de mon point de vue, quand c'est envers des gens qui ont des postes de pouvoir. D'une part, ils refusent les interviews, vous l'avez vu avec la direction générale du travail : il ne veut pas répondre à une question sur Adrexo alors qu'il veut bien se faire mousser devant une jeune étudiante à Sciences-Po. Ça me paraît tout à fait légitime de révéler ça. C'est d'autant plus légitime avec des personnes comme les grands éditorialistes qui ont la parole publique tout le temps et qui refusent de répondre aux questions sur leur travail. Quand on a autant d'espace médiatique, on se doit de répondre aux questions qui dérangent... » Une étudiante : « Donc vous avez décidé que certaines personnes méritaient quelque chose et d'autres ne méritent pas... » Nina conclut : « Parce qu'elles occupent un rôle social et que cela a des conséquences pour des milliers de personnes, oui. Je considère que Jean-Denis Combrexelle, qui fait des décrets sur mesure pour le patronat du prospectus publicitaire, qui leur permet de payer les gens une heure sur deux et que ça touche 40 000 personnes sans compter le turnover, soit des centaines de milliers de personnes en France, oui, à un moment, on a le droit d'être malhonnête avec lui, pour aller lui demander des comptes, oui. »

En fait c'est un vieux débat qui se joue ici. On le connaît bien, puisque c'est ce qui est reproché à Pierre Carles

depuis [Pas vu pas pris](#) en 1998. On aurait dû commencer cette discussion (c'est même un séminaire qu'il aurait fallu organiser, et non pas un speed dating « une heure pour convaincre ») par des extraits de ces films, montrer comment certaines connivences et collusions sont impossibles à révéler sans le recours à certaines méthodes. Qui plus est, dans nos films, nous y avons recours en toute transparence puisque c'est mis à l'image. Pourquoi dès lors dire que c'est de la manipulation ? Les étudiants sont en mesure de juger de nos méthodes justement parce que nous les mettons à l'image.

Ce qui nous inquiète le plus, c'est qu'on dirait que dans leur cursus, ils n'ont jamais entendu critiquer les médias. À travers ces questions, nous avons l'impression qu'ici comme dans l'écrasante majorité des écoles de journalisme françaises, les héros sont David Pujadas, Léa Salamé, Jean-Michel Aphantie ou Nicolas Demorand. Jamais Günter Wallraff, Florence Aubenas (ou alors l'otage plutôt que l'aide à domicile), Ryszard Kapuscinski ou Jean-Baptiste Malet.

« Ne pas prendre le risque de fâcher d'éventuels annonceurs »

L'échange est arrêté au bout de 63 minutes alors que plusieurs mains sont encore levées. L'étudiante P demande : « *Pourquoi on ne continue pas, en fait ? C'est la question que tout le monde se pose !* » Il faut dire que la rencontre a été rabotée d'une demi-heure à l'initiative du directeur de l'école, qui estimait qu'on avait « *déjà assez parlé [la veille]* ». On remet nos blousons, et on sort de la salle, assaillis par des dizaines d'étudiants en proie au doute. On pensait qu'on aurait l'occasion d'échanger sur le fond de nos films, d'expliquer comment nous en sommes arrivés à travailler de façon « indépendante », c'est-à-dire sans le sou mais avec une grande liberté de ton. Mais la majorité de l'échange se concentrera sur nos « *méthodes* » jugées « *malhonnêtes* », nos discours jugés « *militants* » et nos mots, « *excluants* ». On a sans doute incarné malgré nous une certaine violence symbolique avec notre rejet des sujets sur le marché de Noël, que les étudiants seront bien obligés de se farcir et sans marge de manoeuvre pour le coup. Car l'ESJ Pro, nous l'avons découvert en rédigeant ce texte, forme évidemment aux « *sujets conso* », pardi !

L'école porte même une attention toute particulière à faire rentrer dans le crâne des journalistes l'idée selon laquelle il faut « *bien border ses sujets* » pour « *ne pas prendre le risque de fâcher d'éventuels annonceurs*. » Quelques jours plus tard aura lieu [une formation payante sur les « sujets conso »](#), présentés comme « *des sujets "concernants", fédérateurs, pas forcément compliqués à traiter ni chers à réaliser [...] Bien parler de consommation, c'est se rapprocher de ses lecteurs. Mais c'est aussi prendre le risque de fâcher d'éventuels annonceurs, d'où la nécessité de bien "border" son travail.* »

ESJ PRO

Nos formations – Thématiques

Sujets conso : les pièges à éviter et les bonnes idées de traitement

Des sujets “concernants”, fédérateurs, pas forcément compliqués à traiter ni chers à réaliser... La consommation peut être un élément structurant de la relation avec le lecteur, auditeur ou téléspectateur (proximité, interactivité). Bien parler de consommation, c’est se rapprocher de ses lecteurs. Mais c’est aussi prendre le risque fâcher d’éventuels annonceurs, d’où la nécessité de bien “border” son travail.

Cette « formation théorique » de deux jours (14 heures), facturée la somme rondelette de 1000 euros, proposait ni plus ni moins de « chercher les erreurs, de décoder les perles des fausses promos, étiquettes incongrues, prix trompeurs, termes ambigus... » ou d'identifier « les principaux pièges à éviter : tour d'horizon des principales erreurs susceptibles de faire rater un sujet consumériste, mais aussi de nuire à l'image du titre de presse ». Ça serait dommage, en effet, de nuire davantage à la renommée de ces grands titres qui oeuvrent quotidiennement, dans l'ombre, à la croissance du PIB.

En sortant de l'école, certains étudiants viendront nous dire qu'« on en parlera longtemps, de cette rencontre ». Un élève vient nous souffler qu'il est « d'accord avec nous sur toute la ligne ». Califano s'éclipse, aussi gêné qu'à l'arrivée. Le co-chef de RTL nous tourne le dos, passe un coup de fil énervé, se place à bonne distance de nous pour entendre nos conversations avec les étudiants puis part taper le ballon avec quelques étudiants. Il ne daignera même pas nous saluer, de peur d'être contaminé peut-être. Louis, l'élève qui a préparé la rencontre, nous apprend qu'il va devoir écrire un article sur notre venue. On lui demande de pouvoir lire cet article un jour. « Ah non, non, on n'a pas le droit. » Bon. On lui proposerait bien un titre lisible de tous (« Les commerçants sont déçus », « Les enfants avaient des étoiles dans les yeux » ou encore « Le vin chaud a un goût de cannelle », ça ne pourra que faire avancer la cause d'un journalisme non-complaisant - et faire plaisir à leur professeur.) Pendant ce temps, non loin de là, dans la même ville de Montpellier, on condamne les journalistes libres à des peines de prison ferme [6]...

Julien Brygo et Nina Faure [7]

Post-Scriptum : Au-delà de l'agressivité du cadre, de la grande violence exprimée par le corps enseignant [8], ce qui est en jeu, c'est la capacité à enseigner le corporatisme de la profession dans l'école qui nous a impressionnés. On y apprend à se défendre aussi contre la grande méfiance qu'expriment les citoyens envers les journalistes. On leur conseillerait bien de graver sur la devanture de l'école cette phrase, pondue dix jours plus tard : « Ce ne sont pas les journalistes qui se sont coupés du monde, mais le monde qui s'est coupé des journalistes. » [9]

[1] Comme les « tribunes », les « témoignages » que nous publions sur notre site n'engagent pas collectivement l'association Acrimed.

[2] *Quatre films, une même histoire*, Serge Halimi, livret accompagnant l'édition DVD de *4 petits films contre le grand capital*.

[3] Il a travaillé pour différents journaux de presse quotidienne régionale, *La Voix du Nord*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, à l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*, un vieux journal français portant une attention particulière au reportage, puis en tant que pigiste pour *L'Humanité*, pour *Le Canard Enchaîné*, pour *Le Monde diplomatique* ou encore « Là-bas si j'y suis », sur France Inter.

[4] *Opération Correa : épisode 1 Les ânes ont soif*, de Pierre Carles. [Visible en intégralité ici](#).

[5] (À partir de 13'10").

[6] Jules Panetier, journaliste au magazine Montpelliérain *Le Poing*, a passé [six semaines à la prison de Villeneuve-lès-Maguelone cet été](#), puis est retourné en garde à vue, accusé d'avoir insulté un policier... lors d'une manifestation contre les violences policières. [Lire son témoignage ici](#).

[7] Réalisateurs de *Quatre petits films contre le grand capital* (C-P Productions, décembre 2016).

[8] La veille, au cinéma, un journaliste invité travaillant à l'école dans le cadre d'un séminaire sur « le digital » s'est levé en plein débat avec trois étudiantes et nous a fait transmettre ce message par le biais de la programmatrice : « *Dites-lui de bien se préparer, sur le fond et sur la forme, parce que demain, c'est nous qui allons le piéger.* » Le lendemain, alors que nous signalons notre surprise face à ces menaces, un homme lève la main au milieu de l'assemblée et marmonne : « *Non, non, non, c'est pas des menaces...* » On tient à préciser qu'on vient « *en toute bienveillance* », qu'on s'estime « *hyper-heureux d'être là* » précisant toutefois ne pas se sentir très à l'aise suite à ces propos. Le journaliste ne prendra plus la parole, ni pour expliquer pourquoi il avait dit ça, ni pour dire comment il aurait appelé le fait de dire « *c'est nous qui allons le piéger* ». Il partira immédiatement après la « rencontre ».

[9] « Pourquoi il faut haïr les journalistes », Guillaume Erner, *Charlie Hebdo*, 5/11/2016